

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

# PGC

## PRHF\_LILLE - Restr. halle sucrés 1/S

33 Avenue du Peuple Belge

59800 LILLE



DEKRA Industrial  
Rue Pierre et Marie Curie  
Zone Artisanale du 14 juillet  
62223 ST LAURENT BLANGY

Tél. 03.20.16.33.90

Fax

**Affaire n° : 54518988**

### Coordonnateurs SPS

Conception : MOUWAFFAC EL ZOUHEIR

Réalisation : MOUWAFFAC EL ZOUHEIR

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
31/03/2026	A	Version initiale

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>6</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>7</b>
Présentation du projet .....	7
• Description succincte du projet.....	7
• Situation géographique : .....	7
• Description synthétique de l'environnement .....	7
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	8
Intervenants concernés par l'opération .....	8
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ... ..	8
• Organismes institutionnels de la prévention .....	8
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	9
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>10</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	10
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	10
• Par rapport aux piétons .....	10
• Par rapport aux établissements en activité .....	10
• Par rapport aux interdictions de survol .....	10
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien) .....	10
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	10
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau...).....	10
• Par rapport à la nature du sol .....	10
• Par rapport à l'activité voisine .....	10
Description de l'ouvrage à bâtir.....	10
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	11
• Amiante.....	11
• Plomb.....	11
• Transformateurs.....	11
• Eléments radioactifs .....	11
• Installations aéro-réfrigérées .....	11
• Matériaux contaminés .....	11
• Diagnostic avant démolition.....	12
Accès au chantier .....	12
• Véhicules et personnel .....	12
• Points particuliers.....	12
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	12
• Affichage.....	12
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier .....	12
• Constat d'huissier.....	12
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	13
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	13



• Infrastructures de chantier.....	13
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	13
• Protections collectives.....	13
• Plan d'organisation.....	13
• Anti-intrusion du chantier.....	13
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	13
Installations de chantier.....	14
• Plan d'installation de chantier.....	14
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	14
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier :.....	14
• Clôtures .....	14
• Stockage des Terres .....	15
• Affectation des installations de chantier.....	15
• Dimensionnement du cantonnement.....	15
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	15
• Secours.....	15
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	15
Autorisations administratives et démarches diverses .....	16

## **Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent ..... 17**

Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales .....	17
• Généralités.....	17
• Circulations des piétons .....	17
• Circulations horizontales et verticales.....	17
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	18
• Généralités.....	18
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA) .....	18
• Grues mobiles :.....	18
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :.....	18
• Vérification des appareils et des accessoires de levage .....	19
• Manutention Charge.....	19
• Autorisation de conduite.....	19
• Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	19
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement.....	19
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	19
• Approvisionnements.....	19
• Magasins .....	19
Travaux à proximité d'ouvrages électriques ou gaz .....	20
Travaux de désamiantage.....	22
Travaux de traitement du plomb.....	23
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	26
• Evacuation des déchets .....	26
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	27
• Matières et substances dangereuses .....	27
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	28
Protections collectives .....	28



Travail en hauteur .....	28
Installation électrique de chantier .....	29
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	30
<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>32</b>
Respect des contraintes du site .....	32
• Horaires de chantier imposés .....	32
• Horaires et contraintes de livraisons .....	32
Site en exploitation .....	32
• Risque incendie .....	32
• Evacuation des personnes en cas d'incendie .....	32
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	32
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant .....</b>	<b>33</b>
Nettoyage du chantier .....	33
• Règles générales de nettoyage du chantier .....	33
Démarche environnementale, tri des déchets .....	33
• Objectifs .....	33
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière .....</b>	<b>34</b>
Organisation des secours .....	34
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	34
Infirmier .....	34
Dispositions en cas de travail isolé .....	34
Risque incendie .....	35
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants .....</b>	<b>36</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	36
Visite d'inspection commune .....	36
Etablissement d'un PPSPS .....	37
Diffusion des PPSPS .....	37
Observations du coordonnateur SPS .....	37
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour .....	38
Mise à jour du PGC .....	38
Sous-traitant .....	38
Travailleurs Indépendants .....	39
Travail dissimulé .....	39
Prêt de main d'oeuvre .....	39
Recensement des accidents du travail .....	39
COVID 19 .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) .....</b>	<b>40</b>
<b>ANALYSE DES RISQUES .....</b>	<b>41</b>
L'ouvrage .....	41
Les choix architecturaux generent-ils des risques pour la phase de travaux ? .....	41
• Si oui, lesquels ? .....	41



Quels sont les risques generes par le principe constructif retenu par la maitrise d'œuvre et/ou le maitre d'ouvrage ? .....	41
• S'il existe des risques, lesquels ? .....	41
• Risques traditionnels liés aux travaux .....	41
• Risques spécifiques .....	41
• Mesures de prévention traditionnelles .....	41
• Mesures préventives spécifiques .....	41
Les risques de coactivité .....	42
Quelles sont les incidences sur le planning ? .....	42
Quelles sont les contraintes générées par l'emprise du chantier ? .....	42
• Occupation de voirie .....	42
• Emprise chantier .....	42
• Chantier supérieur à 760 000 € TTC .....	42
• Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	42
• Infrastructures de chantier .....	42
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	42
• Protections collectives .....	43
Existe t-il des risques liés à l'environnement ? .....	43
• Risques électriques et autres fluides .....	43
• Risques incendie .....	43
• Risques dus à la présence de réseaux en charge ou sous tension .....	43
• Risques liés à la circulation .....	43
<b>Les interventions ultérieures .....</b>	<b>44</b>
Quels sont les risques à traiter concernant les interventions ultérieures ? .....	44
• Rappel de la réglementation applicable aux travaux temporaires en hauteur .....	44
• Façades et surfaces vitrées en élévation .....	45
• Accessibilité et circulation en toiture-terrasses .....	45
• Accès et intervention en toitures avec pentes .....	45
• Accessibilité et circulation en combles .....	46
• Hall de grande hauteur .....	46
• Locaux et gaines techniques .....	46
• Vide sanitaire et galeries techniques en infrastructure .....	47
• Equipements et organes techniques .....	47
• Locaux mis à disposition pour les entreprises extérieures .....	47
Documents utiles à la constitution du DIUO .....	47
<b>Annexe(s) .....</b>	<b>48</b>
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage .....	48
• - En cas d'accident .....	48
• - En cas d'incendie .....	48
• - CARTE BTP OBLIGATOIRE .....	48



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## PRESENTATION DU PROJET

### Description succincte du projet

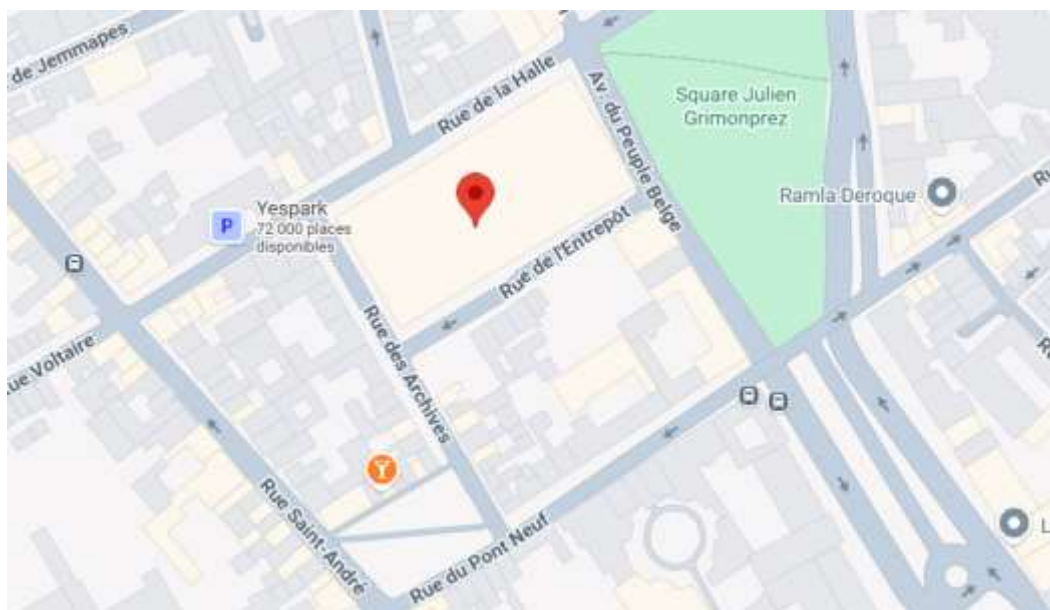
Les travaux se dérouleront à l'INSTITUT REGIONAL D'ADMINISTRATION au49 Rue Jean Jaures - 59000 LILLE  
.Travaux de rénovation de :

#### **Rénovation et aménagement paysager de la toiture terrasse de l'IRA de Lille**

Les entreprises intervenantes prendront et mettront en œuvre toutes les mesures de sécurités nécessaires à leur intervention conformément à la loi en vigueur et au PGC afin d'assurer la sécurité des occupants des lieux, du public et des intervenants.

### Situation géographique :

Le projet est situé à l'INSTITUT REGIONAL D'ADMINISTRATION au49 Rue Jean Jaures - 59000 LILLE



### Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent au : à l'INSTITUT REGIONAL D'ADMINISTRATION au49 Rue Jean Jaures - 59000 LILLE  
(IRA)





## Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Suivant planning travaux

L'opération sera réalisée en une seule tranche.

Lé démarrage des travaux sera définie par le MOA.

## INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

### Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>Maître d'ouvrage</b>		
MINISTRE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND NORD 32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031 59043 LILLE CEDEX	M Pierre-Antoine WATERLOT	+33 3 62 23 81 61  pierre-antoine.waterlot@justice.gouv.fr
<b>Coordonnateur SPS</b>		
<b>DEKRA Industrial</b> AGENCE HAUTS DE FRANCE Rue Pierre et Marie Curie Zone Artisanale du 14 juillet 62223 ST LAURENT BLANGY	<u>Titulaire :</u> C : MOUWAFFAC EL ZOUHEIR R : MOUWAFFAC EL ZOUHEIR <u>Suppléant :</u> C : R :	03.20.16.33.90  mouwaffac.elzouheir@dekra.com

## Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email





### **Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage**

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

*Les entrepreneurs soumissionnaires sont réputés avoir parfaite connaissance des lieux et en général de toutes les conditions pouvant, en quelque sorte que ce soit, influencer sur l'exécution, la sécurité des occupants des lieux, du public et des intervenants par la mise en sécurité du site et du chantier conformément à la loi en vigueur et au PGC.*

### **Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins**

Travaux de **Restructuration halle sucres** situé au 33 avenue du Peuple Belge - LILLE

#### **Par rapport aux piétons**

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions nécessaires, à ses frais et risques, pour réduire dans toute la mesure du possible les gênes imposées aux usagers des dits lieux, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins et outils, les vibrations, les fumées et poussières.

L'entrepreneur doit mettre et doit prendre toutes les dispositions de sécurités nécessaires à son intervention conformément à la loi en vigueur pour garantir, outre son propre personnel et celui des autres entreprises intervenantes, la sécurité et la protection des personnes présentes sur le site à quelque titre que ce soit ainsi que la sécurité de l'environnement.

#### **Par rapport aux établissements en activité**

Le chantier sera entièrement clos et interdit au public. Des clôtures seront mises en place : en périphérie du terrain, en limite de propriété, à la charge du lot Principal.

Les clôtures seront de types grillagées sur plots béton et seront liées entres elles par des systèmes de fixation mécaniques. Sur ces clôtures seront affichés des panneaux « Chantier interdit au public »

Le portail d'accès au chantier sera fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité du chantier.

#### **Par rapport aux interdictions de survol**

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de ligne SNCF, électrique ou établissement d'enseignement.

#### **Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)**

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

#### **Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier**

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés en fonction des DICT.

Les réseaux à conserver ou à dévier devront être précisés, le cas échéant, dans le dossier de consultation et feront parties intégrantes du projet. Cette phase sera réalisée en priorité. (Etude maîtrise d'oeuvre).

Les DICT seront à produire avant commencement des travaux par les entreprises concernées, et à transmettre au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS.

#### **Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)**

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après le nettoyage de la zone travaux et la mise en place des clôtures de chantier afin de rendre la zone travaux interdite au public.

#### **Par rapport à la nature du sol.**

Sans objet pour les travaux à réaliser :

#### **Par rapport à l'activité voisine.**

Prendre toutes les précautions d'usage pour ne pas gêner l'activité des riverains de la voirie publique, ainsi que du stationnement sur les côtés de la zone travaux.

## DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Travaux de **Restructuration halle sucres** situé au 33 avenue du Peuple Belge – LILLE



Les entrepreneurs et leurs sous-traitants sont réputés, par le fait de leur acte d'engagement, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de l'opération, des conditions générales ou locales, des possibilités d'accès et de Stockage des matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique, des possibilités d'accès des engins et véhicules ainsi que des conditions d'exécution.

En résumé, toutes les entreprises intervenantes ainsi que leurs sous-traitants agréés par le Maître d'ouvrage sont réputés avoir parfaite connaissance des lieux et en général de toutes les conditions pouvant, en quelque sorte que ce soit, influencer sur la mise en sécurité du chantier contre les risques d'accidents conformément à la loi en vigueur et au

PGC pendant toute la durée de leur intervention et ce jusqu'à la réception finale des travaux.

## **PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS**

### **Amiante**

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante seront joints au dossier marché par le Maître d'Ouvrage.
- Les entreprises intervenantes **doivent consulter obligatoirement** le dossier de repérage amiante avant travaux avant toute intervention conformément à la loi en vigueur et au PGC.
- Le CSPS n'a pas reçu le dossier de repérage amiante avant travaux. Le PGC sera mis à jour dès réception du dossier de repérage amiante avant travaux.

**Le PGC sera mis à jour dès réception du Dossier de repérage amiante avant travaux.**

- Un repérage avant travaux sera réalisé sur les parties de bâtiment devant être réhabilitées de manière à identifier les matériaux, équipements et matériels ou articles en contenant conformément aux articles L. 4121-2, L. 4531-1 (principes généraux de prévention), R. 4412-97 du code du travail et de la norme NF X 46-020 de décembre 2008.
- Un repérage amiante avant démolition, conformément à l'article R. 1334-22 du code de la santé publique sera réalisé par le maître d'ouvrage. Ce repérage devra être impérativement réalisé avant le plan de retrait à effectuer par l'entreprise de démolition.
- Un repérage complémentaire sera réalisé à la charge du maître d'ouvrage après les travaux afin de compléter le DTA et de le joindre au DIUO dans le cas où des matériaux résiduels contenant de l'amiante pourraient subsister après travaux.

### **Plomb**

Suivant la date de construction du bâtiment :

- La date de la construction étant antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1949, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par les travaux.
- La date de la construction étant postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1949 mais antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1974, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur les supports métalliques peints et sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs.
- La date de la construction étant postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1974 mais antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1994, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs.
- Le diagnostic d'accessibilité au plomb révèle la présence de peintures dont les concentrations en plomb sont supérieures à la valeur maximale fixée par la réglementation et dont l'état rend le plomb accessible.

### **Transformateurs**

- Sans objet

### **Éléments radioactifs**

- Sans objet

### **Installations aéro-réfrigérées**

- Sans objet
- Il n'a pas fait état par le maître de l'ouvrage de présence d'installations aéro- réfrigérées sur le site des travaux.

### **Matériaux contaminés**



- Sans objet

### **Diagnostic avant démolition**

- Un repérage amiante avant démolition, conformément à l'article R. 1334-22 du code de la santé publique sera réalisé par le maître d'ouvrage. Ce repérage devra être impérativement réalisé avant le plan de retrait à effectuer par l'entreprise de démolition.
- Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.

## **ACCES AU CHANTIER**

### **Véhicules et personnel**

L'accès au chantier se fera suivant le plan d'installation de chantier qui sera établi par le Lot principal.

L'ensemble des véhicules empruntera cet accès.

Les entreprises sont réputés, par le fait de leur acte d'engagement, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de l'opération, des conditions générales ou locales et des possibilités d'accès.

Durant la phase de préparation de chantier un plan de circulation sera mis au point par l'entreprise titulaire du lot principal et sera soumis à l'approbation du MOA, du MOE, du CSPS et des services gestionnaires des voiries concernées.

Les voiries provisoires d'accès au chantier ainsi que les voiries de circulation internes du chantier seront aménagées par l'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre (LP)

Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements seront clairement indiqués sur les plans d'installation des chantiers.

Sur les chantiers les voies de circulation piétonnes seront physiquement séparées des voies de circulation des véhicules et engins : un balisage des cheminements piétons sera mis en place et maintenu pendant toute la durée des travaux par l'entreprise principale.

### **Points particuliers**

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire sur la voie publique aux abords du chantier. Une zone de parage sera définie en concertation avec le Maître d'œuvre à l'intérieur de la zone cantonnement.

### **Fléchage - Signalétique d'accès**

L'accès au chantier se faisant par avenue du Peuple Bege suivant le plan d'installation de chantier, l'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

### **Affichage**

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

### **Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

### **Constat d'huissier**

Avant tout démarrage des travaux l'entreprise du lot principal aura à sa charge l'établissement d'un constat d'huissier contradictoire avec les personnes concernées.

L'ensemble des voiries, équipements et bâtiments mitoyens au chantier fera l'objet de ce constat qui sera à la charge du lot principal



La remise en état des éléments dégradés sera à la charge de l'entreprise responsable si elle est identifiée ou au compte prorata dans le cas contraire.

### **Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)**

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

### **UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER**

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

#### **Infrastructures de chantier**

Le titulaire du lot principal aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

#### **Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges**

Le titulaire du lot principal devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

#### **Protections collectives**

Le titulaire du lot principal aura à sa charge la mise en place, l'entretien et le maintien des protections collectives du chantier jusqu'à la fin du chantier.

#### **Plan d'organisation**

L'exécution des travaux nécessite un plan d'organisation de chantier (proposant l'emplacement des accès, des dépôts de matériels et de matériaux, des échafaudages, matériels de levage, des installations de chantier, baraquement, vestiaires, réfectoires, sanitaires etc....) l'entrepreneur aura obligation de respecter les dispositions de celui-ci. L'entreprise en charge des installations communes devra, en connaissance de l'ensemble des travaux à exécuter, des différentes zones de travaux ou occupés par l'établissement et du planning prévisionnel d'exécution, mettre en place les moyens nécessaires et les entretenir.

#### **Anti-intrusion du chantier**

A partir des premières livraison de matériel et matériaux nécessitant une surveillance anti-intrusion pour éviter les vols, le lot 01 aura à sa charge l'installation en question

Le système sera de type alarme volumétrique avec mise en route et neutralisation par code

### **VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX**

Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

**LP = Lot principal désigné par le MOA**

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès chantier	Accès suivant le plan d'installation de chantier.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LP
Aménagement de l'Accès aux Installations	Accès suivant le plan d'installation	Pendant la phase installation avant le démarrage des	LP



Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
de Chantier	de chantier.	travaux	
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage à faire réaliser en limite de propriété	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LP
Evacuation des eaux usées	Sur système étanche à mettre en Œuvre dans le respect de l'environnement et suivant la loi en vigueur	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LP
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant : comptage général de chantier à mettre en place.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LP

## **INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

### **A la charge du lot LP**

Les installations de chantiers comprendront à minima :

- La salle de réunion
- Le bureau de chantier
- Les vestiaires / sanitaires / réfectoires
- La zone des déchets
- La zone de livraisons et de déchargement
- Les raccordements eau, assainissement,
- Les raccordements électricité pour les besoins de chantier

### **Plan d'installation de chantier**

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du lot principal, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

### **Recherche des zones d'installation du cantonnement**

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- Descriptif du système anticollision si nécessaire.
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.

### **Travaux préparatoires à l'installation de chantier :**

Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux de voirie chantier et attentes diverses : électricité, eau, évacuation, téléphone, etc. seront réalisés en phase préparation des travaux.

La zone des futurs parkings sera traitée dès la phase préparation de manière à pouvoir l'utiliser dans le cadre des travaux pour l'installation de chantier.

### **Clôtures**





La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

## Stockage des Terres

Suivant le plan d'installation de chantier.

## Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	Existant	Existant
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	LP	LP
Réseaux divers existants à protéger	LP	LP
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	LP	LP
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	LP	LP
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	LP	LP
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	LP	LP
Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation.	Chaque lot concerné	Chaque lot concerné
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (par étage et par bâtiment)	LP	LP
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	LP	LP
Bennes à déchets	LP	LP
Goulottes d'évacuation	LP	LP

## Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

## Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

## Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

## Nettoyage et entretien du cantonnement



Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	LP	LP
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	LP	LP

## **AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES**

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Tous les lots sont concernés
Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Ville de LILLE	Sans objet pour les travaux à réaliser
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville de LILLE	Sans objet pour les travaux à réaliser
Travaux à proximité des voies de chemin de fer	SNCF	Sans objet pour les travaux à réaliser
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Sans objet pour les travaux à réaliser
Autorisation administrative diverse	Service local	Lot concerné



# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. **Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le lot principal**

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

### Circulations horizontales et verticales

Dans le cas d'absence d'escalier, les accès provisoires aux différents niveaux seront mis en place pour chaque trémie d'escalier de telle sorte qu'elles puissent satisfaire aux exigences de sécurité.

Les accès en combles se feront par les trappes et platelage en place.

Les accès ponctuels en toiture se feront tout en donnant la priorité aux protections collectives.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	LP
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none"><li>- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction ;</li><li>- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.</li></ul>	LP
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	LP
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	LP
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none"><li>- Protection provisoire fixée en retrait sur l'emmarchement ou sur palier ;</li><li>- Protection définitive fixée sur le limon.</li></ul>	LP
Bennes à déchets	Chaque entreprise pendant la durée des travaux doit l'enlèvement et le transport en décharge des résidus propres à son activité.	Tous les lots sont concernés



## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

### **Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)**

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

### **Grues mobiles :**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

### **Grues auxiliaires de chargement de véhicules :**

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées



## Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

## Manutention Charge

- Prendre toutes les précautions utiles pour que le chargement ne puissent être une cause de dommage ou de danger conformément à la loi en vigueur et au PGC (Balisage et sécurisation de la zone d'intervention, ne jamais se déplacer sous la charge, alerter lors du chargement et du déchargement en identifiant et en sécurisant la zone d'intervention, vérifications des chaînes et tout autre accessoires mobiles ou flottants,.....)

## Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

## Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

## Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

## APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

## Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

## Magasins

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.



Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

## **TRAVAUX A PROXIMITE D'OUVRAGES ELECTRIQUES OU GAZ**

Lors d'intervention à proximité d'ouvrages électriques ou gaz il conviendra, afin d'assurer la sécurité des intervenants sur le chantier, de veiller à chaque phase d'intervention à l'application des règles suivantes:

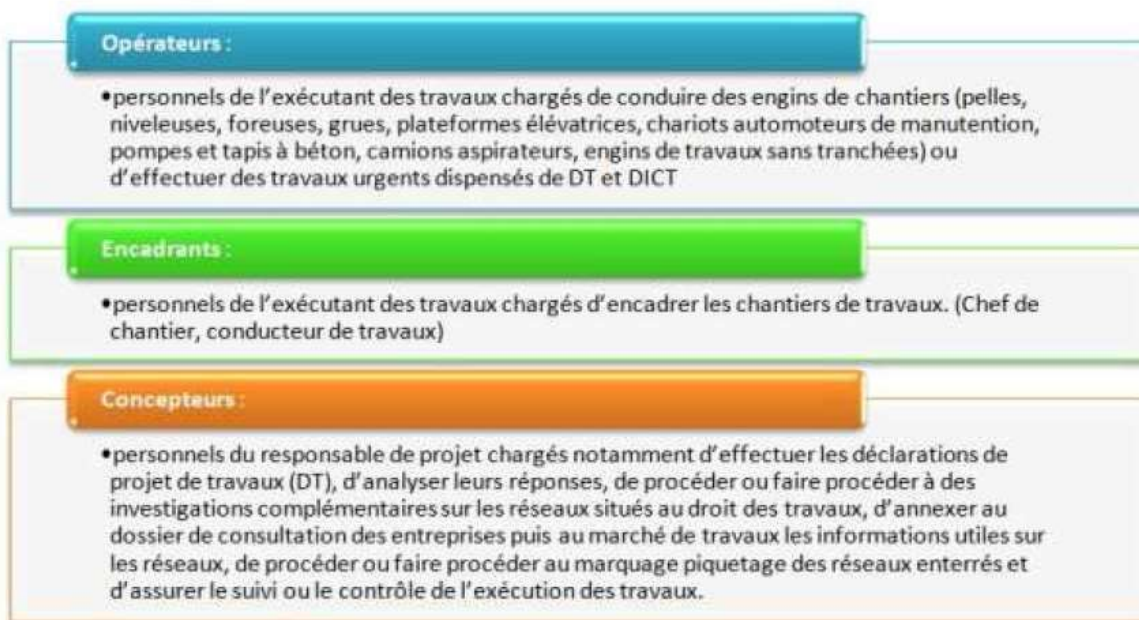
### Préparation de chantier :

- Se procurer les plans originaux, le récépissé de la DICT et, si possible, de la DR.
- Repérer les ouvrages à partir de la cartographie.
- Mesurer les cotes au plus près de la zone de travail en faisant attention à l'échelle des plans. Reporter au sol (peinture) la position présumée des ouvrages.
- Conformément à l'article R. 554-27 du code de l'environnement, le marquage piquetage est une obligation du responsable de projet (maître d'ouvrage), sauf dans le cas particulier où cette opération est effectuée par l'exploitant à son initiative en réponse à la DT ou la DICT. Le responsable de projet doit explicitement prévoir cette opération dans le marché de travaux ou dans un marché ou lot séparé, ainsi que les modalités de sa rémunération. Son exécution peut cependant être confiée à un tiers, par exemple l'entreprise d'exécution des travaux.

Pour que le prestataire chargé de cette mission puisse procéder à cette opération, il est absolument nécessaire de lui remettre les DT, les réponses aux DT, et le cas échéant les résultats des investigations complémentaires effectuées pour améliorer la cartographie des réseaux enterrés au droit de l'emprise des travaux prévus.

Durant la totalité des travaux, l'entreprise (ou les entreprises) exécutant les travaux a (ont) obligation de préserver le bon état du marquage piquetage ainsi mis en place.

- Les compétences acquises par un salarié intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux se concrétisent par l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) que lui délivre son employeur. Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR :





Dans le cas de présence de réseaux aériens, les entreprises se referont aux définitions des mesures prises avec les services concessionnaires et mettront en place des dispositifs de sécurité adaptés.

Les lignes électriques non isolées seront isolées par EDF si nécessaire et balisées par des gabarits (en amont et en aval des passages sous lignes) permettant de respecter les distances réglementaires.

Concernant les autres câblages, des précautions seront prises afin de ne pas les détériorer lors du passage des engins ou des camions).

Dans le cas de travaux exécutés à proximité d'installation de traction électrique, il doit être tenu compte, pour déterminer les distances minimales qu'il convient de respecter par rapport aux pièces conductrices nues sous tension, d'une part, de tous mouvements possibles des pièces conductrices sous tension de la ligne, d'autre part, de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe) ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.



## **TRAVAUX DE DESAMIANPAGE**

### **Dans le cas de présence d'amiante sur site et de retrait d'amiante**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé.  L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité.  L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	Lot Désamiantage
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>- Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ;</li> <li>- .../...</li> </ul> Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	Lot Désamiantage
Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)	L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs</li> </ul>	Lot Désamiantage



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>– Les procédures de gestion des déchets ;</li> <li>– Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.</li> </ul> <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1<sup>ère</sup> mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p>	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <b>Pendant les travaux de désamiantage,</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>• mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ;</li> </ul> </li> <li>– <b>Avant démantèlement de l'isolement,</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prélèvement d'air en zone : Mesure dite « de 1<sup>ère</sup> restitution » suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC).</li> </ul> </li> </ul>	Lot Désamiantage
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée « fin de chantier amiante »;</li> <li>• Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : « Mesure dite de 2<sup>ème</sup> restitution » suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A &amp; B.</li> </ul>	Maître d'Ouvrage

## TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB

### Dans le cas de présence de plomb sur site

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb Interventions sur des matériaux,	<p>L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :</p> <p>L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information,</p>	Lot concerné



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	<p>pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.</p> <p>Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) .</p> <p>Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)</p>	
Etablissement d'un mode opératoire	<p>L'entreprise établit un mode en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> <li>- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>- Les procédures de gestion des déchets ;</li> </ul>	Lot Concerné
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	<p>Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.</p> <p><b>Contrôle initial :</b></p> <p>Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs.</li> </ul> <p>Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.</p> <p><b>Contrôle Ultérieurs :</b></p> <p>Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie</p> <p><b>Modalités des contrôles atmosphériques :</b></p> <p>Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.</p>	Lot Concerné

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44)</li> <li>Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m<sup>3</sup> sur 8heures est constatée, ou l'orsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)</li> <li>Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43)</li> </ul> </li> </ul>	Lot Concerné
Hygiène	<p><b>Vestiaires :</b> Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p><b>Toilette :</b> Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb. Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p><b>Repas :</b> La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p><b>Vêtements :</b> Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	Lot Concerné
Protections collective et individuelle	<p><b>Généralités :</b> Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche. En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration) S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire. Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p><b>Intervention milieu occupé :</b> Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des</p>	Lot Concerné



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p><b>Protection des voies respiratoire :</b></p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p><b>Nettoyage des lieux de travail :</b></p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'injecteurs-extracteurs,</li> <li>- De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb)</li> <li>- Eponges</li> </ul>	
Evacuation et Stockage des déchets	<p><b>Stockage</b></p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p><b>Traitement des déchets</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.</li> <li>- En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage.</li> <li>- En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg</li> <li>- Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.</li> </ul>	Lot Concerné

## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

### **Evacuation des déchets**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
------------------------	------------------------	--------------





Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.  Ces bennes seront totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.	Tout corps d'état
Bennes à déchets	L'entrepreneur du lot principal mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) ;</li> <li>- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ;</li> <li>- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...).</li> <li>- Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centres de classe 1 (peintures, solvants, bois traité, ....)</li> <li>- Benne pour les déchets ménagers</li> </ul>	LP
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	LP
Goulottes à gravats	Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages.  L'évacuation des gravats par les trémies étant interdite.	LP
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

#### Elimination des déchets :

Le lot principal mettra à disposition des entreprises les bennes nécessaires pour l'élimination des déchets. Les bennes pleines seront enlevées immédiatement et systématiquement remplacées.

Les entreprises veilleront à faire un tri sélectif de ces déchets

Ce travail pourra être confié à une entreprise spécialisée et agréée. La gestion de ces déchets concerne : le cantonnement et le nettoyage du chantier

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.



## Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

## PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	LP
Travaux en toiture	Les protections collectives seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : antennes, ventilations).	LP
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la fin des travaux.	Chaque lot est concerné
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	LP

## TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement.  Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.	Tout corps d'état
Echafaudage de façade pour une utilisation commune pour les travaux de toiture (charpente, couverture, zinguerie...) et les interventions en façades (pose lambris, revêtement de façade, peinture...) afin de réaliser les différentes interventions des corps d'état sous protections collectives	L'échafaudage sera mis en place par le lot n° ..... pour une utilisation commune par les lots zinguerie, menuiserie, revêtement de façade et peinture. Il fera l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. L'échafaudage commun sera utilisé pour les travaux de : - pose de certaines zones de lambris - pose des descentes EP - exécution du revêtement de façades - peinture de la sous face des lambris	Sans objet pour les travaux à réaliser

## **INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER**

L'entrepreneur du lot principal assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par le lot principal :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.  L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Lot Electricité
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection.	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : - les cheminements et circulations extérieurs ; - les escaliers et circulations intérieures.	LP
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011.  Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.	LP

## **MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux de façade	Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage permettant les travaux de façade, l'entrepreneur du lot principal, préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et les compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.  En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.  L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.  Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés,	Lot concerné



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	

# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## **RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE**

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

### **Horaires de chantier imposés**

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 7h 30 à 12h 30 et après-midi de 13h 30 à 18h 00.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

## **SITE EN EXPLOITATION**

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

### **Risque incendie**

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas d'incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

## **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.



# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à ....., n° ....., rue ....., en face de ....., téléphone .....
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

## DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;



- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>

## VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p><b>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</b></p> <p><b>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</b></p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> </ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

## **DIFFUSION DES PPSPS**

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p><b>DEKRA Industrial</b> AGENCE HAUTS DE FRANCE Rue Pierre et Marie Curie Zone Artisanale du 14 juillet 62223 ST LAURENT BLANGY</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

## **OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS**

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
------------------------------------	----------	-----------------



<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS. Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-13
Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.	Maître d'Oeuvre	

## HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

## MISE A JOUR DU PGC

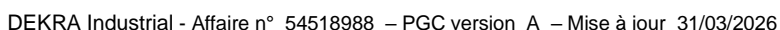
*Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	<p>Coordonnateur SPS</p>	<p>Articles R. 4532-47 et 48</p>

## SOUS-TRAITANT

*Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché à l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	<p>Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage</p>	<p>Article R. 4532-60</p>



## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.





## **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



# ANALYSE DES RISQUES

## L'OUVRAGE

### LES CHOIX ARCHITECTURAUX GENERENT-ILS DES RISQUES POUR LA PHASE DE TRAVAUX ?

#### Si oui, lesquels ?

Aucune activité ne doit avoir lieu sur le site, en dehors de l'activité du chantier.

Le maître d'œuvre ne signale pas la réalisation d'ouvrages architecturaux particuliers pouvant générer des risques particuliers pour la sécurité des personnes du chantier ou des riverains.

Conception de la toiture terrasse avec protections collectives, voir § sur « Les interventions ultérieures »

Les risques découlent davantage des principes constructifs que des choix architecturaux.

Les risques à prendre en compte sont développés dans le § ci-après.

### QUELS SONT LES RISQUES GENERES PAR LE PRINCIPE CONSTRUCTIF RETENU PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE ET/OU LE MAITRE D'OUVRAGE ?

#### S'il existe des risques, lesquels ?

- Risque de chute de hauteur

#### Risques traditionnels liés aux travaux

- Risque de chute de hauteur et de chute de matériaux.
- Risque d'ensevelissement.
- Risque électrique, risque incendie.
- Risque de travailleur isolé.
- Risque lors des déplacements corporels.
- Risque résultant de la circulation aux abords du site.

#### Risques spécifiques

- Risque lié à la présence d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante (concerne tous les immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997) :
  - . Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont à joindre au PGC.
  - . Un repérage avant travaux sera réalisé sur les parties de bâtiment devant être réhabilitées de manière à identifier les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporée conformément aux articles L. 4121-2 et L. 4531-1 du code du travail et de la norme NF X 46-020.
  - . Un repérage avant démolition, conformément à l'article R. 1334-27 du code de la santé publique sera réalisé par le maître d'ouvrage. Ce repérage fait partie des dossiers techniques et devra être impérativement joint au PGC.
- Risque lié aux travaux de démolition lourde.
- Risque lié aux opérations de levage lourd ou volumineux.
- Risque lié à la présence de planchers et solivage bois.
- Risque lié à la présence de trémies d'escalier temporairement libres.
- Risque lié à l'effondrement de structures existantes (avis préalable d'un BET Structures).
- Risque lié à la consistance des sols (rapport de sol d'un géotechnicien).

#### Mesures de prévention traditionnelles

- Application des principes généraux de prévention.
- Diagnostic préalable de la construction.
- Respect des prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux, chapitre IV, du titre III, du livre V de la quatrième partie santé et sécurité au travail du code du travail.
- Mise en place des sécurités collectives sur les postes de travail.
- Respect du port des protections individuelles.
- Respect du code de la route, lors des entrées et sorties du site.
- Respect des règles de sécurité en matière de levage.

#### Mesures préventives spécifiques

- Respect des procédures de retrait amiante, constitution d'un plan de retrait.
- Respect des procédures réglementaires préalables en cas de retrait de matériaux dangereux (exemple : plomb, pyralène, autres...)
- Prendre toutes mesures de sécurité avant d'engager les travaux de démolition.



- Maintien terrains et confortement ouvrages existants suivant directives du maître d'œuvre.

## **LES RISQUES DE COACTIVITE**

### **QUELLES SONT LES INCIDENCES SUR LE PLANNING ?**

Le planning d'exécution devra être établi par le maître d'œuvre en évitant les périodes de forte coactivité entre entreprises et en prenant en compte l'application des principes généraux de prévention.

Tenir compte de la situation géographique du chantier et des conditions climatiques particulières qui peuvent avoir une incidence sur le déroulement des travaux, suivant les périodes d'exécution.

Pas de planning général fourni à ce jour dans le dossier à ce stade.

Dans la réalisation du planning, le maître d'œuvre devra prendre en compte les éléments suivants :

- Pas de superposition de tâches entre la réalisation de la charpente / couverture et les autres entreprises ;
- Pas de superposition de tâches entre les travaux en façade et des travaux sur un niveau supérieur ;
- Envisager la pose des garde-corps (définitifs) sur balcon dès la mise en place des éléments préfabriqués ;
- Les escaliers préfabriqués devront être posés au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- Les remblaiements périphériques devront être exécutés dès que possible après la fin des travaux de gros œuvre ;
- Les garde-corps prévus en terrasse devront être posés au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- Prévoir des interventions spécifiques indépendantes si les produits utilisés créent des risques de coactivité (peintures glycérophaliques, peintures texturées, etc.).

Planification des travaux à réaliser par phases, en isolant les phases désamiantage et démolition.

### **QUELLES SONT LES CONTRAINTES GENEREES PAR L'EMPRISE DU CHANTIER ?**

A partir des décisions arrêtées lors des réunions de conception, le maître d'œuvre et l'OPC devront, en commun, établir et joindre à l'appel d'offres, le plan d'aménagement général des installations de chantier, qui sera soumis au coordonnateur SPS pour avis.

L'entreprise titulaire du lot principal devra mettre en place des clôtures types « panneaux grillagés sur plots bétons » attachés entre eux pour rendre le chantier « clos et indépendant ».

L'entreprise intervenant sur les réseaux électriques devra fournir une attestation de mise hors tension des installations électriques existantes et mettre en place des coffrets de prises de courant protégés par un système différentiel de 30 mA.

L'entreprise intervenant sur les réseaux existants devra fournir une attestation de mise hors service des réseaux gaz, chauffage, eau, etc. et laisser un point d'eau dans la zone de chantier.

#### **Occupation de voirie**

- Neutralisation partielle ou totale de la voirie.
- Obtention et affichage d'arrêtés de voirie et modification de la signalisation routière.
- Interdiction des survols de charge de grue sur les rues, les édifices publics et les parcelles riveraines.
- Guidage des transports par un chef de manœuvre habilité.

#### **Emprise chantier**

- Installation de séparations physiques par le lot principal (clôtures et signalétique).
- Maintien du chantier « clos et indépendant » par toutes les entreprises et pendant toute sa durée.
- Installation d'une zone pour les installations communes de chantier et pour le personnel du chantier.

#### **Chantier supérieur à 760 000 € TTC**

- Le maître d'ouvrage doit envisager, avant le début de chantier, le raccordement aux réseaux existants pour les besoins en énergie du chantier (électricité, eau) et pour les évacuations (eaux pluviales, eaux usées).
- Le maître d'ouvrage doit envisager, avant le début de chantier, la possibilité de se raccorder aux réseaux ainsi qu'aux voiries d'accès.

#### **Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier**

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges ainsi que les protections collectives.

#### **Infrastructures de chantier**

La mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier) sera affectée à un lot particulier pour toute la durée des travaux.

#### **Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges**



La mise en place d'une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...) sera affectée à un lot particulier pour toute la durée des travaux.

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

### **Protections collectives**

La mise en place et le maintien des protections collectives du chantier seront affectés à un lot particulier pour toute la durée des travaux.

## **EXISTE T-IL DES RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT ?**

### **Risques électriques et autres fluides**

- Mise hors tension des réseaux électriques et autres fluides existants dans les bâtiments avant toute autre intervention, notamment les travaux de démolition.
- Transmission d'une attestation de consignation par les entreprises concernées.
- Installation par l'électricien d'un branchement électrique provisoire indépendant.
- Installation de coffrets de prises protégées par un différentiel de 30 mA (par étage et bâtiment).

### **Risques incendie**

- Etablissement et diffusion de permis feu en accord avec le Maître d'Ouvrage et l'entreprise avant tous travaux par points chauds (meulage, soudure, etc.).

### **Risques dus à la présence de réseaux en charge ou sous tension**

- En amont des travaux, les maîtres d'ouvrage et entreprises qui prévoient des travaux à proximité de réseaux de toutes catégories (gaz, électricité, télécommunications, eau, assainissement, matières dangereuses, réseaux de chaleur, réseaux ferroviaires, etc.), sont tenus d'adresser une déclaration préalable aux exploitants de ces réseaux.
- Les maîtres d'ouvrage et entreprises ont l'obligation, afin de connaître la liste des exploitants de réseaux :
  - soit de consulter le guichet unique de recensement des réseaux,
  - soit de s'adresser à un prestataire ayant passé une convention avec l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), gestionnaire du guichet unique.
- Dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux, et avant de lancer le dossier de consultation des entreprises (DCE), le maître d'ouvrage doit envoyer une déclaration de projet de travaux (DT) au moyen du formulaire CERFA n°14434\*02.
- L'entreprise doit adresser une DICT à chaque exploitant d'ouvrage concerné au moyen du formulaire CERFA n°14434\*02, qui est le même formulaire que celui relatif à la déclaration de projet de travaux (DT) dans lequel le volet DT doit être rempli.
- Matérialisation au sol des réseaux enterrés.
- Consignation ou neutralisation des réseaux en service, si nécessaire.
- Mise en place de gabarits pour respect des distances réglementaires.
- Interdiction de tout rejet dans les réseaux existants.
- Interdiction de tout stockage, sur chantier, d'hydrocarbure, d'huiles ou autres produits nocifs, en dehors de containers adaptés avec bacs de rétention.

### **Risques liés à la circulation**

- Prévoir, par le titulaire du lot principal, l'installation d'un panneau de signalisation STOP à l'intérieur du site. Circulation à vitesse réduite dans et aux abords du site.
- Mise en place de personnels habilités pour guider l'approche des convois lors des opérations d'approvisionnement lourds et volumineux.
- Stockage interdit dans les zones de chantier, pouvant nuire à la bonne visibilité lors des manœuvres et hors chantier.



## Les interventions ultérieures

L'attention est attirée sur le fait de donner la priorité aux protections collectives sur les protections individuelles pour les interventions ultérieures à l'ouvrage pendant la phase APS, réunion du 15/06/2018.

### Rappel :

On a recourt aux protections collectives temporaires lorsqu'il ya une impossibilité technique de pose (A démontrer) des protections collectives permanentes et après l'analyse des risques.

De même, les protections individuelles ne sont pas envisageables sauf à démontrer l'impossibilité de mettre en œuvre des protections collectives.

La mise en sécurité des toitures est devenue une obligation légale.

La réglementation impose de prévoir une protection adaptée assurant la sécurité de toutes personnes amenées à intervenir sur un toit.

Rappelons que les maîtres d'œuvre, maître d'ouvrage et coordinateur des travaux sont responsables de ces dispositions techniques destinées à faciliter la prévention des chutes lors des interventions ultérieures, et ce dès la phase de conception du bâtiment. (Article L4531-1 du code du travail)

### A - Accès en toiture :

Prioriser les accès directs en toiture par un édicule (escalier ou ascenseur). Les échelles fixes répondant aux exigences de la norme NF E85-016 et dont la sortie en toiture aura été correctement aménagée, ne doivent être tolérées que lorsque les interventions sont exceptionnelles et ne nécessitent pas des ports de charge importants. (R.4323- 67 et R.4323-88 du code du travail) Le lieu d'implantation de ces échelles doit être choisi afin de réduire leur longueur.

Lorsque les opérations nécessitent des matériels et des matériaux volumineux ou lourds, des moyens de manutention devront être prévus, ainsi qu'une zone de chargement et déchargement sécurisée contre les chutes de hauteur.

### B- Travail et circulation en toiture :

Les protections en périphérie des toitures, contre les risques de chutes, sont obligatoirement assurées par des protections collectives soit directement intégrées à la structure (acrotères) soit rajoutées (barrières, garde-corps conformes à la norme NF E85-015. Ces protections doivent impérativement avoir une hauteur comprises entre 1 mètre et 1,10 mètre. Le choix de l'acrotère est à prioriser car ce moyen permet également d'assurer la protection pendant la phase de construction.

### Attention !

Les « réservations », les gardes corps rabattables, censés permettre la mise en place rapide d'une protection collective, tout en préservant l'esthétique du bâtiment, ne constituent pas une solution admissible car la protection des salariés chargés de mettre en place les garde-corps n'est pas assurée pendant cette opération. Les différentes ouvertures pratiquées en toiture doivent également être protégées par des relevés d'acrotère ou par des gardes-corps.

### Attention !

Les « skydôme » et les lanterneaux doivent être munis d'un barreaudage car la résistance de 1200 joules à laquelle ils peuvent répondre à l'état neuf, n'est pas garantie dans le temps. Les matériaux sont réputés résistants lorsqu'ils peuvent absorber sans détérioration une énergie égale à 1200 joules. Les constructeurs de matériaux connaissent généralement cette "norme" et font effectuer des tests de résistance par des organismes agréés afin d'attester que leurs produits répondent à cette exigence.

## QUELS SONT LES RISQUES A TRAITER CONCERNANT LES INTERVENTIONS ULTERIEURES ?

Le maître d'œuvre doit intégrer dans ses choix constructifs, les dispositions techniques et fonctionnelles de nature à permettre les interventions ultérieures sur les ouvrages et les installations de façon aisée, sans risque particulier pour les intervenants.

### Rappel de la réglementation applicable aux travaux temporaires<sup>1</sup> en hauteur

Articles R. 4323-59 à 61 du code du travail issu du décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004 :

Art. R. 4323-59 - « La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée :

- 1) Soit par **des garde-corps**, intégrés ou fixés de manière sûre, **rigides** et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m, et comportant au moins :
  - a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;
  - b) Une main courante ;
  - c) une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;

<sup>1</sup> **Travaux temporaires** : travaux du BTP, interventions ponctuelles sur un bâtiment ou sur un équipement pour maintenance de toute nature ou modification, remplacement de luminaires, nettoyage de vitres...



2) *Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente. »*

**Art. R. 4323-60** - « Lorsque les dispositions de l'article R. 4323-59 ne peuvent être mises en œuvre, des dispositifs de recueil souples sont installés et positionnés de manière à permettre d'éviter une chute de plus de trois mètres. »

**Art. R. 4323-61** - « Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre à partir d'un plan de travail, la protection individuelle des travailleurs est assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant dans les mêmes conditions les effets d'une chute de plus grande hauteur [...] ».

Ces articles ne font pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres, comme le faisait l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 qui a été abrogé. Dans l'évaluation du risque, le critère de la hauteur de chute de plus de 3 mètres n'est pas le seul pertinent. Une chute d'une hauteur inférieure peut, en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

C'est à l'employeur (chef d'établissement, chef d'entreprise), responsable de la santé et de la sécurité de ses salariés, de rechercher l'existence d'un risque de chute de hauteur en procédant à l'évaluation du risque.

#### Résumé des dispositions du décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004 :

- la protection collective constituée par un garde-corps rigide (plan de travail sécurisé) est obligatoire dans tous les cas de travaux temporaires pour protéger tout salarié contre le risque de chute de hauteur ;
- des surfaces de recueil souples, filets de sécurité horizontaux montés sur consoles, seront installés pour éviter une chute de plus de 3 mètres, solution palliative lorsque le plan de travail ne peut être sécurisé ;
- le recours à la protection individuelle est réservé au cas exceptionnel, lorsque les dispositifs de protections collectives ne peuvent être mis en œuvre.

#### Façades et surfaces vitrées en élévation

Ouvrage concerné / Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Accès en pied de façade	Instabilité du support lors des interventions	Prévoir une bande de terrain en périphérie de bâtiment dégagée de tout équipements et plantations de manière à permettre l'accès à une plateforme élévatrice mobile de personnel (PEMP) ou afin de pouvoir installer un échafaudage roulant ou de pied.
Nettoyage et entretien des façades et des surfaces vitrées	Lors des accès Chute de hauteur	A examiner à partir des moyens utilisés sur les autres bâtiments du site

#### Accessibilité et circulation en toiture-terrasses

Ouvrage concerné / Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Toiture terrasse : toiture terrasse en partie accessible et inaccessible/Vérification du complexe d'étanchéité, entretien végétaux	Lors des accès en toiture Chute de hauteur	Accès direct de plain-pied en toiture par une porte à double battant. Mettre en place un garde-corps en périphérie de la terrasse adapté et constitué d'une main courante et d'une lisse intermédiaire, conformes à l'article R. 4323-59 du code du travail et à la norme NF E 85-015 sur les dimensions des escaliers, échelles à marches et garde-corps des lieux de travail (hauteur mini : 1,10 m, vide de 47 cm maxi entre la lisse intermédiaire et la main courante/plinthe, hauteur de la plinthe 10 cm mini).
Toiture terrasse inaccessible / Vérification complexe d'étanchéité, entretien végétaux	Lors des accès en toiture Chute de hauteur	Accès en toiture à prévoir depuis le niveau inférieur. Mettre en place un garde-corps périphérique identique à la toiture terrasse supérieure
Verrière/ Nettoyage et entretien	Chute à travers un matériau fragile	L'ensemble des éléments constituant la verrière devra résister à la chute de personnes avec équipement (énergie minimale 1200 joules)
Lanterneaux	Chute à travers un matériau fragile	Les lanterneaux devront résister à 1200 joules

#### Accès et intervention en toitures avec pentes



Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Toiture tuile / Vérification entretien et nettoyage de la toiture	Chute de hauteur Chute à travers un matériau fragile	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accessibilité aux toitures pour les opérations de courte durée à partir d'un châssis de toiture situé en combles ou palier de la cage d'escalier intérieure. Echelle adaptée mise à disposition sous clef à proximité.</li> <li>- Accessibilité aux toitures pour les opérations de longue durée à partir d'échafaudages de pied conformes à la réglementation, implantés contre les façades.</li> <li>- Installation de points d'ancrages ou ligne de vie en toiture suivant réglementation pour mise en sécurité des personnes.</li> <li>- Installation d'une crosse d'arrimage de tête d'échelle pour l'accès à la toiture sur la cage d'escalier extérieure et d'un point individuel d'encrage sur cette toiture.</li> <li>- Châssis de toitures ou verrières résistants à 1200 joules.</li> </ul>

### Accessibilité et circulation en combles

Ouvrage concerné / Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Combles/Intervention sur équipements techniques	Chute de plain- pied Electrique Travailleur isolé	<p>Les mesures suivantes devront être intégrées au projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès par la trappe avec une échelle mise en place sur la barre d'accrochage et mise à disposition sous clef à proximité.</li> <li>- Eclairage des zones circulables et des zones comportant des équipements techniques.</li> <li>- Prises électriques à proximité des équipements techniques.</li> <li>- Installation de platelages pour circulation en combles (avec main courante si nécessaire).</li> <li>- Planter les différents équipements techniques nécessitant une intervention d'entretien près de la trémie d'accès aux combles afin de limiter les déplacements des intervenants.</li> </ul>

### Hall de grande hauteur

Ouvrage concerné / Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Hall d'entrée, hauteur d'intervention 9,00m et 6,00m /Changement des lampes des luminaires	Chute de hauteur Electrique	<p>Implantation des luminaires permettant un remplacement facile des lampes.</p> <p>Prévoir des lampes de durée de vie de longue durée permettant de réduire les interventions de remplacement.</p>
Cages d'escaliers /Changement des lampes des luminaires	Chute de hauteur Electrique	<p>Le projet ne comporte pas de hall de grande hauteur si ce n'est le volume des cages d'escalier dans lesquelles les interventions pourront se faire à partir d'un échafaudage de pied en prenant en compte la situation et le nombre des issues de secours à maintenir.</p>

### Locaux et gaines techniques

Ouvrage concerné / Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Toiture terrasse / Equipement technique de ventilation	Lors des accès en toiture Chute de hauteur	<p>Accès direct de plain-pied en toiture depuis la cage d'escalier par une porte double battant et un cheminement en toiture-terrasse.</p> <p>Prévoir l'installation de moyens de manutention adaptés (monorail avec palan, etc.).</p> <p>Des précisions seront à apporter en phase APS/APD, sur le positionnement et la nature du local.</p>
Gainex techniques/ Vérifications, réglages	Electrique	<p>Le projet ne comporte pas de locaux spécifiques réservés aux installations techniques si ce n'est les gaines techniques traditionnelles aux étages.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir des portes et trappes d'accès.</li> </ul>





Ouvrage concerné / Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir la pose de la signalétique de danger et d'obligations sur les portes des armoires techniques et/ou suivant le cas de figure sur le matériel concerné.</li> <li>- Prévoir des gaines techniques qui permettent les interventions sur les différents organes de coupures ou d'entretien (vannes, siphon, T de vidanges, etc.).</li> </ul>

### Vide sanitaire et galeries techniques en infrastructure

Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Sur réseaux fluides (réseaux d'évacuation et d'alimentation)	Chute de plain-pied Heurt Electrique Espace confiné Travailleur isolé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accès doit prendre en compte le passage d'un brancard normalisé (229 x 58 cm)</li> <li>- La position des réseaux ne devra pas entraver les cheminements du vide technique.</li> <li>- Le vide technique doit être considéré comme une enceinte conductrice exigüe au sens de la norme C15-100.</li> <li>- Le vide technique doit être équipé d'un éclairage normalisé et si nécessaire d'un coffret équipé de prises de courant.</li> <li>- Le vide technique doit répondre aux règles, de hauteur minimale dans les circulations et les postes de travail, d'accessibilité, de ventilation et d'hygiène suivant le mémo pratique de l'OPPBTP n° A7 M 01 02</li> </ul>
Pas de vide sanitaire utilisé en vide technique		Sans objet pour le projet

### Equipements et organes techniques

Interventions Prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Ascenseur/intervention en gaine, en cuvette et sur la machinerie	Lors des accès sur l'appareil ou en cuvette : chute ou écrasement	Données techniques sur le type d'appareil à fournir en phase APS/APD
Tous locaux / luminaires	Accessibilité aux appareils Chute de hauteur	Le positionnement des luminaires devra tenir compte de leur accessibilité pour les interventions de maintenance. Prévoir des lampes de durée de vie de longue durée permettant de réduire les interventions de remplacement.
Tous locaux/lors des accès aux différents équipements et organes techniques du bâtiment	Accessibilité aux appareils Chute de hauteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Positionner les éléments de commande, les organes de coupure, les appareillages électriques... à des emplacements facilitant l'accessibilité pour les opérations de maintenance ou d'entretien éventuels.</li> <li>- La structure du bâtiment devra permettre les interventions de grutage lors des opérations de changement de matériel (groupe de ventilation, de climatisation, etc.).</li> <li>- La signalétique de danger est à prévoir et à mettre en place pour des accès en terrasse ou autres où un risque quelconque peut exister, de manière à prévenir le danger pour les futurs intervenants.</li> </ul>

### Locaux mis à disposition pour les entreprises extérieures

Interventions Prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Interventions d'entreprises extérieures		Point à examiner en fonction des conditions prises en compte par le site pour l'accueil des entreprises extérieures.

### DOCUMENTS UTILES A LA CONSTITUTION DU DIUO

- Prévoir en fin de chantier, l'obligation de remise, par les entreprises concernées, de notices rédigées en français pour l'entretien ou la maintenance des installations techniques.



## Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- En cas d'accident
- En cas d'incendie
- CARTE BTP OBLIGATOIRE



**ANNEXE 1**  
**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES**  
**DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>

**En Cas d'Accident**



**Appelez le sauveteur secouriste du travail présent sur le chantier, qui, après avoir examiné la victime, appellera ou vous demandera d'appeler les secours.**

**Protégez vous et la victime d'un sur-accident.**

**Téléphonez au :**

<b>18</b> POMPIERS	<b>112</b> Centre d'Appel Secours	<b>15</b> SAMU
-----------------------	--------------------------------------	-------------------

**et dites ...**

**1. Ici le chantier.**

à (commune ou arrondissement) .....  
N° ..... Rue .....  
En face de .....  
Téléphone .....

**2. Précisez la nature de l'accident.**

(Par exemple blessures, chute,...)  
Précisez la position du blessé (par exemple est sur la machine, au sol ...).  
Précisez s'il y a nécessité de le dégager.

**3. Signalez le nombre de blessés et leur état.**

**4. Décrivez l'intervention du SST.**

**5. Fixez un point de rendez-vous sur le chantier.**

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

**6. Ne pas raccrocher le premier !** Faites répéter le message.

**NE JAMAIS ABANDONNER LES SOINS AVANT L'ARRIVÉE  
DES SECOURS !**

**En cas**



# d'incendie



- Prévenir les secours aux numéros d'urgence suivants :

**18**

**POMPIERS**

**112**

**Centre d'Appel Secours**



- Donner l'alerte.
- Essayer d'éteindre l'incendie avec l'extincteur le plus proche.
- Ne rien tenter au-delà de ses limites.
- Dans un bâtiment, évacuer en fermant derrière vous portes et fenêtres, si possible.
- Rejoindre le point de rassemblement, si défini.

## REGLES D'UTILISATION D'UN EXTINCTEUR.







- Utiliser l'extincteur approprié :
  - Pas d'eau sur les feux d'origine électrique.
  - Privilégier les extincteurs à poudre ABC.
- Se positionner dos au vent, si possible.
- Poser l'extincteur verticalement au sol.
- Retirer horizontalement la goupille de sécurité de l'extincteur située au niveau de sa poignée.
- Percuter l'extincteur en abaissant la poignée vers le bas (libération du gaz de la cartouche) en détournant le visage.
- Saisir la lance et presser brièvement la poignée pour vous assurer du bon fonctionnement de l'extincteur.
- Prendre l'extincteur à 2 mains et viser, avec la lance, la base des flammes.
- Respecter toujours une distance de sécurité d'attaque des flammes, d'environ 3 à 4 mètres.
- Effectuer des mouvements de balayage en appuyant par à-coups sur la poignée de l'extincteur.

## CARTE BTP OBLIGATOIRE



**CARTE BTP**  
D'IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE

## Une carte sécurisée, spécifique à chaque type d'entreprise et de salarié

Salarié d'une entreprise établie en France		Éléments obligatoires sur tous les modèles de cartes
<p style="text-align: center; color: #0056b3;"><i>Salarié non intérimaire</i></p>  <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pas de mention de statut ou salarié.</li> <li>2. Raison sociale de l'entreprise (ou du nom de l'entreprise de porteur principal).</li> <li>3. Numéro SIREN.</li> <li>4. Présence facultative du logo de l'entreprise.</li> </ol> <p><b>VÉRIFICATION:</b> code de couleur correspondant à la carte. Aucune photo visible sur la carte. Le nom de l'entreprise est inscrit en haut à gauche. Le numéro SIREN est inscrit en haut à droite. Le nom du salarié est inscrit en bas à gauche. Le nom de l'entreprise est inscrit en bas à droite.</p>	<p style="text-align: center; color: #0056b3;"><i>Salarié intérimaire</i></p>  <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mention Salarié intérimaire.</li> <li>2. Aucune mention relative à l'employeur.</li> </ol> <p><b>VÉRIFICATION:</b> code de couleur correspondant à la carte de couleur. La carte est de couleur verte et doit être présentée à l'employeur.</p>	 <p><b>Éléments de l'info sur toutes les cartes</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Logotype officiel de la Carte BTP, JCPC BTP, Ministère de la République Française.</li> <li>2. Date de validité de la carte.</li> <li>3. Certificat ou document officiel.</li> <li>4. Numéro de gestion de la carte.</li> <li>5. QR Code.</li> <li>6. Certification ou salarié: nom de naissance, prénom, nom de famille.</li> </ol>
<p style="text-align: center; color: #0056b3;"><i>Salarié d'une entreprise établie hors de France</i></p>		
<p style="text-align: center; color: #0056b3;"><i>Salarié détaché non intérimaire</i></p>  <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mention Salarié détaché.</li> <li>2. Raison sociale de l'entreprise (ou du nom de l'entreprise de porteur principal).</li> <li>3. Présence facultative du logo de l'entreprise.</li> </ol> <p><b>VÉRIFICATION:</b> code de couleur correspondant à la carte.</p>	<p style="text-align: center; color: #0056b3;"><i>Salarié intérimaire détaché</i></p>  <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mention Salarié intérimaire détaché.</li> <li>2. Raison sociale de l'entreprise (ou du nom de l'entreprise de porteur principal).</li> <li>3. Présence facultative du logo de l'entreprise.</li> </ol> <p><b>VÉRIFICATION:</b> code de couleur correspondant à la carte.</p>	<p style="color: #0056b3;"><b>Une carte quasiment infalsifiable</b></p> <p>La carte est entièrement personnalisée. Elle est dotée d'un microprocesseur qui permet de stocker les données personnelles du salarié. La carte est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte. La carte est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte.</p> <p>Le format de la carte est normalisé. Elle est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte. La carte est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte.</p> <p>Le format de la carte est normalisé. Elle est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte. La carte est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte.</p> <p>Le format de la carte est normalisé. Elle est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte. La carte est dotée d'un système de sécurité qui permet de vérifier l'authenticité de la carte.</p> <p>Rendez-vous sur <a href="http://www.cartebp.fr" style="color: #0056b3; text-decoration: none;">www.cartebp.fr</a> pour en savoir plus !</p> 

Document communiqué en vertu de la loi n° 2016-1691 du 12 octobre 2016 relative à la transparence de l'information sur la qualité du service rendu par les administrations.